

MESSAGES CLÉS DU RAPPORT 2022 SUR L'ÉCART ENTRE LES BESOINS ET LES PERSPECTIVES EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

RAPPORT 2022 : La fenêtre d'opportunité se referme. Compte tenu des progrès insuffisants de l'action climatique, une transformation urgente est la seule option possible.

Alors que les effets de la crise climatique s'intensifient, le *Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : une fenêtre d'opportunité se referme. La crise climatique appelle à une transformation rapide des sociétés* constate que le monde n'atteint toujours pas les objectifs climatiques établis à Paris et qu'aucune voie crédible pour atteindre une augmentation des températures de 1,5°C n'est en place. Seule une transformation urgente de l'ensemble du système peut éviter une accélération de la catastrophe climatique. Le rapport examine comment réaliser cette transformation, en agissant sur les secteurs de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, des transports et des bâtiments, ainsi que sur les systèmes alimentaires et financiers.

Malgré l'appel au renforcement des contributions déterminées au niveau national (CDN) pour 2030, les progrès réalisés depuis la COP26 à Glasgow ont été terriblement insuffisants.

- Les CDN soumis depuis la COP26 ne réduisent que de 0,5 gigatonne d'émissions de gaz à effet de serre d'équivalent CO₂ (Gt éq. CO₂), soit moins d'1%, des émissions mondiales prévues en 2030.
- Si l'on considère tous les nouvelles CDN et actualisées soumises entre le 1^{er} janvier 2020 et le 23 septembre 2022, on compte 166 nations, représentant 91 % des émissions de gaz à effet de serre, contre 152 parties à la COP26.
- La plupart des membres du G20 viennent juste de commencer à mettre en œuvre des efforts pour atteindre leurs nouveaux objectifs. Collectivement, le G20 ne devrait pas être en mesure de tenir ses promesses pour 2030 sans une action renforcée.

Cette absence de progrès laisse le monde sur la voie d'une augmentation de la température bien supérieure à l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir bien moins de 2°C, de préférence 1,5°C.

- On estime que les CDN inconditionnelles ont 66 % de chances de limiter le réchauffement de la planète à environ 2,6 °C d'ici la fin du siècle. Pour les CDN conditionnelles, ce chiffre descend à 2,4°C.
- Les politiques actuellement en place, sans renforcement supplémentaire, suggèrent une hausse de 2,8°C.
- La mise en œuvre de toutes les CDN plus les engagements nets zéro pris par un nombre croissant de pays laissent présager une augmentation de 1,8°C. Toutefois, ce scénario n'est pas crédible,

compte tenu de l'écart entre les émissions actuelles, les objectifs des CDN à court terme et les objectifs nets zéro à long terme.

Pour être en mesure d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, le monde doit réduire les gaz à effet de serre à des niveaux sans précédent au cours des huit prochaines années.

- On estime que les CDN inconditionnelles et conditionnelles réduisent les émissions mondiales en 2030 de 5 et 10 % respectivement, par rapport aux émissions basées sur les politiques actuellement en place.
- Pour s'engager sur la voie la moins coûteuse permettant de limiter le réchauffement planétaire à 2°C et 1,5°C, ces pourcentages doivent atteindre respectivement 30 % et 45 %.
- Les émissions doivent continuer à diminuer rapidement après 2030 pour éviter d'épuiser le budget carbone atmosphérique restant.

Des réductions aussi massives nécessitent une transformation à grande échelle, rapide et systémique dans le monde entier.

- Le rapport explore les actions requises dans les secteurs de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, des transports et des bâtiments, ainsi que les systèmes alimentaires et financiers qui soutiendraient ces changements.
- Même si la transformation ne parvient pas à combler entièrement l'écart des réductions d'émissions d'ici à 2030, chaque fraction de degré compte. Le lancement de la transformation est nécessaire pour se diriger vers un avenir neutre en carbone qui nous permettra de limiter le réchauffement climatique et d'offrir d'autres avantages sociaux et environnementaux, comme un air pur, des emplois verts et un accès universel à l'énergie.

La transformation vers zéro émission nette dans les secteurs de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, des transports et des bâtiments est en cours, mais elle doit être beaucoup plus rapide.

- Le secteur de l'approvisionnement en électricité est le plus avancé, car les coûts de l'électricité renouvelable d'origine solaire et éolienne ont baissé, mais des obstacles existent, notamment pour assurer une transition juste et un accès universel à l'énergie.
- En ce qui concerne le secteur des bâtiments, les technologies actuellement disponibles doivent être pleinement appliquées. Au sujet du secteur de l'industrie et des transports, les technologies zéro émission nette doivent être développées et déployées.
- Le portefeuille des actions clés pour faire avancer la transformation comprend :
 - Éviter de s'enfermer dans le déploiement de nouvelles infrastructures à forte intensité de combustibles fossiles,
 - Faire progresser les technologies à zéro carbone, les structures de marché et la planification d'une transformation juste,
 - Appliquer les technologies à émissions nulles et les changements de comportement afin de maintenir les réductions pour atteindre des zéro émission nette.

Les systèmes alimentaires, qui représentent un tiers de l'ensemble des émissions, peuvent être réformés afin d'obtenir des réductions rapides et durables.

- Les domaines d'action privilégiés pour les systèmes alimentaires comprennent les changements alimentaires de la demande (y compris la lutte contre le gaspillage alimentaire), la protection des écosystèmes naturels, l'amélioration de la production alimentaire des exploitations agricoles et la décarbonisation des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

- Les transformations dans ces quatre domaines peuvent réduire les émissions des systèmes alimentaires de 2050 à environ un tiers de leurs niveaux actuels, alors que les émissions sont pratiquement multipliées par deux si les pratiques actuelles restent en place.
- Les gouvernements peuvent faciliter la transformation en réformant les subventions et les régimes fiscaux. Le secteur privé peut réduire les pertes et le gaspillage alimentaires, utiliser des énergies renouvelables et développer de nouveaux aliments qui réduisent les émissions de carbone. Les citoyens peuvent changer leur mode de vie pour consommer des aliments en se souciant de la durabilité environnementale et de la réduction des émissions de carbone.

Le système financier doit surmonter les contraintes internes et externes pour devenir un catalyseur essentiel de la transformation dans tous les secteurs.

- La transformation mondiale vers une économie à faible émission de carbone devrait nécessiter des investissements d'environ 4 000 à 6 000 milliards de dollars par an. Il s'agit d'une part relativement faible (1,5 à 2 %) du total des actifs financiers gérés, mais significative (20 à 28 %) en termes de ressources annuelles supplémentaires nécessaires.
- La mise en œuvre de ce financement nécessitera une transformation du système financier, de ses structures et de ses processus, impliquant les gouvernements, les banques centrales, les banques commerciales, les investisseurs institutionnels et d'autres acteurs financiers.
- Les six approches de la réforme du secteur financier, qui doivent être menées de manière intégrée, sont les suivantes :
 - **Rendre les marchés financiers plus efficaces**, notamment grâce aux taxonomies et à la transparence.
 - **Introduire une tarification du carbone**, comme des taxes ou des systèmes de plafonnement et d'échange.
 - **Encourager les comportements financiers appropriés**, par le biais d'interventions de politique publique, de taxes, de dépenses et de réglementations.
 - **Créer des marchés pour les technologies à faible émission de carbone**, en déplaçant les flux financiers, en stimulant l'innovation et en contribuant à l'établissement de normes.
 - **Mobiliser les banques centrales** : les banques centrales s'intéressent de plus en plus à la crise climatique, mais il est urgent de prendre des mesures plus concrètes en matière de réglementation.
 - **Créer des « clubs » climat de pays coopérants, des initiatives financières transfrontalières et des partenariats pour une transformation juste**, capables de modifier les normes politiques et changer le cours du financement grâce à des dispositifs d'engagement financier crédibles, tels que des garanties souveraines.